

Contrepoint

## Enfin, les ONG s'emparent de la question financière!

Pendant longtemps, l'engagement de la société civile sur la question de l'investissement a été cantonné à des questions de boycott d'entreprises liées à un Etat, comme ce fut le cas pendant la période de l'Apartheid en Afrique du Sud, ou plus récemment avec la campagne «Boycott Désinvestissement Sanctions» suite aux violations répétées du droit international du gouvernement israélien dans les territoires occupés. Ce qui est maintenant relativement nouveau, c'est que les ONG ciblent désormais les entreprises non seulement à travers des campagnes de type «Name and Shame» (stigmatisation d'une entreprise en particulier pour dénoncer sa politique sociale ou environnementale), mais aussi à travers le levier de l'investissement.

Soutenu par une coordination internationale d'ONG, le Divestment Day a ainsi eu lieu en février dernier dans le monde entier, et le Luxembourg a modestement pris sa part. Cette action me-

née par plusieurs organisations de premier plan comme Greenpeace Luxembourg, le Mouvement écologique, etc, (sans oublier etika bien sûr) visait à inciter les investisseurs publics et privés à éliminer de leur portefeuille les entreprises engagées dans la production et la distribution des énergies fossiles et nucléaires au profit d'autres entreprises actives dans l'efficacité énergétique et dans la production d'énergie renouvelables.

Au Luxembourg, l'interpellation était concentrée sur le Fonds de Compensation (FDC), un fonds alimenté par les cotisations des employés privés de Luxembourg et d'un encours supérieur à 13 milliards d'euros à la fin 2013. Romain Schneider, le ministre de la Sécurité Sociale politiquement en charge du FDC, a répondu que les investissements dans les sociétés d'extraction d'énergie non renouvelables s'inscrivaient dans une politique de diversification et que le montant des investissements du FDC

dans celles-ci n'était de toute façon pas suffisant pour effectuer une pression significative sur ces entreprises: ceci est vrai d'un point de vue strictement financier, mais pas obligatoirement d'un point de vue symbolique.

Au-delà de la question du changement climatique, les ONG environnementales, actives dans la défense des droits de l'homme ou autres, ont petit à petit intégré qu'elles devaient désormais prendre en compte le levier de l'investissement comme moyen de pression pour parvenir à leur fins. Par exemple, Finance Watch (le contre-lobby des institutions financières privées présent à Bruxelles), Oxfam, les Amis de la Terre et l'ONG Foodwatch ont lancé avec succès une initiative qui a abouti à une directive européenne visant à la limitation de la spéculation sur les denrées alimentaires. Un autre texte a été adopté au printemps 2014 pour que les épar-



gnants soient informés de façon claire et concise sur ce qu'ils achètent, avec une information claire (comme sur les paquets de cigarettes) quand le risque de perdre leur argent est important.

Les ONG doivent donc continuer ce travail et soutenir Finance Watch dans ses combats, tant il est clair que les grandes institutions financières privées mondiales ont accumulé ces dernières années un pouvoir énorme sur la conduite du monde. Parce qu'il sera tout à fait difficile de vouloir promouvoir efficacement la transition énergétique, la promotion des droits de l'homme et la biodiversité si nous ne nous attaquons pas à ces institutions dont le seul objectif est le plus grand profit à court terme.

JEAN-SEBASTIEN ZIPPERT  
COORDINATEUR ETIKA-INITIATIV  
FUR ALTERNATIV FINANZEIERUNG  
ASBL

## Investir

### La Chine malgré tout...

La Chine s'enrhume?  
Pas de quoi doucher le  
moral des  
investisseurs et des  
promoteurs de fonds.  
Aberdeen et Pictet  
lancent d'ailleurs deux  
nouveaux produits  
made in Luxembourg.

On parle beaucoup du ralentissement de l'économie chinoise: la

froidissement persistant du marché immobilier, érosion de la consommation intérieure et fléchissement des exportations.

Crise ou «nouvelle normalité»? comme le soutient le gouvernement pour qui cette croissance ralentie est due aux efforts de rééquilibrage d'un modèle économique jugé obsolète.

La question reste ouverte, mais elle n'empêche pas les investisseurs de toujours regarder la Chine avec envie. Et les lancements de nouveaux produits se succèdent à un rythme soutenu.

Aberdeen Asset Management

perspectives de croissance à long terme, et des fondamentaux de qualité. «Aberdeen a porté son attention sur le marché des "A shares" lorsque ce marché a pris son envol. En 2014, ces titres ont progressé de 46.89%. Cependant, le marché des A shares est connu pour son caractère spéculatif, les achats récents ayant été effectués par des négociateurs pariant sur la baisse des taux d'intérêt», précise la société.

#### Rendement en vue

«L'économie chinoise fait face à une tendance déflationniste, les années d'investissement ayant tiré la

mation, de la santé et des sociétés de voyage, des secteurs sur lesquels les entreprises publiques sont moins dominantes. Le ticket d'entrée est fixé à un million de dollars.

De son côté, Pictet Asset Management se lance sur le marché des obligations onshore chinoises. Le fonds Pictet-Chinese Local Currency Debt élargi la gamme maison de produits investis en dette émergente, qui représentent actuellement 20,4 milliards de dollar d'actifs sous gestion. Il s'agit d'un nouveau compartiment de la SICAV de droit luxembourgeois Pictet domiciliée au Luxembourg et

actuel, les obligations onshore en renminbis procurent aux investisseurs des rendements intéressants et une source de diversification, tout en offrant une exposition à une monnaie qui recèle un potentiel d'appréciation important», souligne Cary Yeung, le gestionnaire.

A peine lancé, le fonds a atteint ses objectifs de collecte, soit 20 millions de dollars. Sa capacité sera toutefois augmentée prochainement. Pour l'heure, il est enregistré en Allemagne, à Chypre, en France, en Finlande, en Grèce, au Luxembourg, au Portugal et en Belgique, et sera bientôt disponi-